

**MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE  
SERVICES**

**Laurence BIARD**

Directrice des Achats GHT

**Richard FRAS**

Responsable du département  
Achats Généraux du GHT

**Cellule des Marchés  
Publics**

02.32.73.35.19  
cellule.marchespublics@ch-  
havre.fr

**Affaire suivie par :**

**Antje GRÜND**

Acheteuse  
02 32 73 30 51

**MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS ET MATÉRIELS DE  
RESTAURATION  
POUR LES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ DU GROUPEMENT  
HOSPITALIER DE TERRITOIRE**

**Numéro de la consultation : 25DAHL013**

**PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT**

Selon les articles R. 2124-1 et R. 2124-2 du code de la commande publique.

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)**

## 1. GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Le Groupement Hospitalier de Territoire Estuaire de la Seine (GHT) dont le Groupe Hospitalier du Havre est l'établissement support, est composé des établissements suivants :

- Groupe Hospitalier du Havre
- Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne)
- Centre Hospitalier Intercommunal des Hautes Falaises (Fécamp)
- Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer)
- Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc
- EHPAD Les Escales
- EHPAD La Belle Etoile

Selon l'article L. 6132-3 du Code de la santé publique (CSP) introduit par l'article 107 de la Loi de modernisation de notre système de santé n°2016-41 du 26 janvier 2016 « *l'établissement support désigné par la convention constitutive de GHT assure [...] pour le compte des établissements parties au groupement hospitalier de territoire [...] la fonction achats.* »

Pour piloter la fonction achats mutualisée, le Directeur de l'établissement support de GHT exerce, par dérogation, les compétences et les responsabilités dont disposent en propre les directeurs d'établissements parties (article L 6143-7 du CSP). Ainsi, pour ce qui relève de la fonction achats, l'établissement support :

- est chargé de la politique, de la planification et de la stratégie d'achat ainsi que du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés et de leurs avenants,
- assure la passation des marchés et de leurs avenants, conformément aux dispositions du code de la commande publique,
- est responsable de la signature et de l'exécution des actes juridiques.

Conformément aux dispositions du code de la commande publique, l'établissement partie au GHT assure l'identification et la quantification des besoins, ainsi que l'exécution des marchés publics.

## 2. POUVOIR ADJUDICATEUR

<b>Dénomination :</b> GROUPE HOSPITALIER DU HAVRE	<b>Direction :</b> Direction des Achats du GHT
<b>Adresse Siège social :</b> BP 24	<b>CP :</b> 76 083
<b>Localité / Ville :</b> LE HAVRE	<b>Pays :</b> France
<b>Téléphone :</b> 02.32.73.35.19	<b>Télécopieur :</b> 02.32.73.44.18
<b>Courrier électronique Cellule des marchés publics (Mail) :</b> <a href="mailto:cellule.marchespublics@ch-havre.fr">cellule.marchespublics@ch-havre.fr</a>	<b>SIRET :</b> 267 601 714 000 12

## 3. OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

### 3.1. Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la maintenance des équipements et matériels de restauration pour les établissements du GHT de l'Estuaire de la Seine.

### 3.2. Nomenclature européenne

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

50883000-8	service de réparation et d'entretien de matériel de restauration
------------	--

### 3.3. Procédure de passation

La présente consultation est lancée sous forme d'un appel d'offre ouvert, en application des articles des articles R. 2124-1 et R. 2124-2 du code de la commande publique.

### 3.4. Forme du marché

Le marché est un accord-cadre mono-attributaire conclu avec **un maximum en montant par lot et pour sa durée globale tel que définit tel que défini à l'article 3.7.1 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières**. En application de l'article R. 2162-4 du code de la commande publique, il sera exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande conformément aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code précité.

Pour rappel, les montants définis à l'article 3.7.1 représentent un montant maximal de dépenses sur le marché basé sur le chiffre d'affaire réalisé sur l'exercice précédent mais augmentés d'une marge de sécurité en vue d'intégrer toutes sujétions potentielles (p.ex. changement d'organisation, évolution du périmètre ; évolution des prix etc.)

### 3.5. Établissements concernés par cette consultation et lieux d'exécution

Cette procédure d'achat concerne les établissements du groupement hospitalier de territoire suivants :

- Le Groupe Hospitalier du Havre ;
- Le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne) ;
- Le Centre Hospitalier des Hautes Falaises (Fécamp) ;
- Le Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer) ;
- Le Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc ;
- L'EHPAD publics du Havre, Les Escales
- L'EHPAD de la Belle Etoile

Lieux d'exécution : Les établissements de santé sont composés de nombreux sites. Le marché dans son ensemble peut être exécuté dans différents services, y compris sur les sites annexes des établissements suivants :

- Le Groupe Hospitalier du Havre ;
- Le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne) ;
- Le Centre Hospitalier des Hautes Falaises (Fécamp) ;
- Le Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer) ;
- Le Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc ;
- L'EHPAD publics du Havre, Les Escales
- L'EHPAD de la Belle Etoile

### 3.6. Décomposition

#### 3.6.1. Allotissement

Le présent marché est décomposé en 6 lots :

- **LOT 1 : MAINTENANCE INSITU 1.260K€ HT**
  - Établissement support GROUPE HOSPITALIER DU HAVRE (GHH)

- **LOT 2 : MAINTENANCE TOUS EQUIPEMENTS EN RESTAURATION 1.400K€ HT**
  - Établissement CHI PAYS DES HAUTES FALAISES (FECAMP)
  - Établissement CHI CAUX VALLEE DE SEINE (LILLEBONNE)
  - LES ESCALES - EHPAD publics du HAVRE :
  - EHPAD LA BELLE ETOILE
- **LOT 3 : MAINTENANCE TOUS EQUIPEMENTS EN RESTAURATION 132K€ HT**
  - Établissement CH SAINT ROMAIN DE COLBOSC
- **LOT 4 : MAINTENANCE EQUIPEMENTS DU FROID EN RESTAURATION 54K€ HT**
  - CH DE LA RISLE
- **LOT 5 : MAINTENANCE DES AUTRES EQUIPEMENTS EN RESTAURATION 114K€ HT**
  - CH DE LA RISLE
- **LOT 6 : DEGRAISSAGE ET MAINTENANCE DES HOTTES ; GAINES DE VENTILATION ET EXTRACTEURS DE CUISINE 296K€ HT**
  - Établissement CHI PAYS DES HAUTES FALAISES (FECAMP)
  - Établissement CH SAINT ROMAIN DE COLBOSC
  - Établissement CH DE LA RISLE
  - LES ESCALES - EHPAD publics du HAVRE
  - EHPAD LA BELLE ETOILE

Les lots seront attribués séparément.

### **3.6.2. Tranches optionnelles**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches optionnelles.

### **3.7. Option**

Il n'est pas prévu d'option.

### **3.8. Variante**

En application des dispositions de l'article R2151-8 du Code de la Commande Publique, aucune variante n'est autorisée par le pouvoir adjudicateur.

## **4. DURÉE DU MARCHÉ**

Le marché prend effet pour les différents établissements, à compter du :

- **01/10/2025 ou à sa date de notification si celle-ci est ultérieure pour les établissements :**
  - Le Groupe Hospitalier du Havre
  - Le Centre Hospitalier des Hautes Falaises (Fécamp) ;
  - Le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne) ;
  - Le Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer) avec L'EHPAD de Beuzeville;
  - Le Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc.
  - LES ESCALES EHPAD publics du Havre

et pour une période de **12 mois**.

- **01/01/2026** pour l'établissement :
  - EHPAD La Belle Etoile

#### Note :

Lorsque les dates sont connues, l'intégration de certains matériels à une date postérieure est précisée au Bordereau de prix forfaitaire de chaque établissement.

La date de fin restera identique pour tous les établissements membres du GHT, au **30/09/2026**.

Toutefois, le marché pourra être reconduit **3** fois pour une période de **12 mois** par tacite reconduction conformément à l'article R 2112-4 du Code de la commande publique.

Dans l'hypothèse où le Groupement Hospitalier de Territoire ne souhaite pas que le marché soit reconduit, un courrier recommandé avec accusé de réception sera adressé au titulaire au moins un mois avant la fin de la période en cours.

## 5. PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (ATTRI) et ses annexes éventuelles (dont le bordereau de prix) dûment signés par le titulaire, dont l'exemplaire unique certifié conforme peut former titre en cas de nantissement ;
- Le cas échéant, les documents relatifs à la mise au point du marché ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire unique conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) dont l'exemplaire unique conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Les avenants éventuels ;
- Les mises à jour et régularisations des parcs de matériels des établissements
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics **de fournitures courantes et de services** (CCAG-FCS) en vigueur lors de la remise des offres ;
- Le mémoire technique de l'offre du titulaire ;
- Les bons de commande au fur et à mesure de leur émission.

## 6. MODALITES D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

### 6.1. Délais d'exécution

Concernant les prestations relatives à la maintenance préventive : les prestations seront exécutées selon le planning prévisionnel proposé par le candidat dans son offre, puis à chaque début d'année, et agréé avec les établissements concernés.

Le planning prévisionnel est à transmettre par le titulaire avant le 31 janvier de chaque année aux établissements concernés. Une fois le projet de planning validé par l'établissement, celui-ci devient contractuel pour l'année en cours. Dès lors, le non-respect de ce planning donnera lieu à l'application des pénalités telles que définies à l'article 11 du présent CCAP.

Les délais d'exécution sont définis à l'article 5.3.2.1 du CCTP.

### 6.2. Émission des bons de commande

Le marché s'exécute selon les modalités du marché et de l'offre du titulaire et, le cas échéant, au moyen de bons de commande où sont stipulés, les heures et le lieu d'exécution des prestations objets de la présente consultation. Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par le moyen de bons de commande délivrées par le service et qui comporteront :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La référence au marché ;

- La date et le numéro du bon de commande ;
- La désignation de la fourniture et le périmètre des prestations ;
- La quantité commandée ;
- Le prix d'engagement correspondant au prix du marché ;
- La signature du pouvoir adjudicateur ou de son représentant ;
- Le lieu et la date (ou délai) de la livraison souhaitée ;
- L'adresse de facturation ;
- La date prévisionnelle de réception.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Un accusé réception de la commande sera envoyé systématiquement par fax ou par mail à l'établissement de santé concerné indiquant la date de livraison prévue.

Lorsque le pouvoir adjudicateur est amené à suspendre une facture, le titulaire ne peut opposer un refus d'exécution sur les commandes en cours ou à venir. Un refus d'exécution expose le titulaire aux sanctions contractuelles prévues, telles la résiliation ou l'exécution aux frais et risques de ce dernier.

### 6.3. Minima de commande et frais de port

Les commandes sont honorées par le(s) titulaire(s) **sans minimum imposé, ni en volume ni en coût**, aux établissements du GHT adhérents au marché.

Les prix s'entendent marchandises rendues **franco de port et d'emballage** dans les locaux précisés sur le bon de commande quel que soit le montant de la commande.

### 6.4. Livraisons

#### 6.4.1. Stockage, emballage et transport

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures seront effectués dans les conditions de l'article 19 du CCAG-FCS. Ainsi, les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. De même, le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Le titulaire du marché est déclaré responsable des marchandises jusqu'à leur réception par les établissements. Les avaries, accidents ou vols durant le transport sont déclarés être sous sa responsabilité exclusive.

Conformément au CCTP de la présente consultation, le soumissionnaire devra mentionner dans son mémoire technique sa capacité à livrer la totalité des produits dans le conditionnement souhaité par le pouvoir adjudicateur.

#### 6.4.2. Conditions de livraisons des fournitures et d'exécution des prestations

Le titulaire devra rester sur place le temps de contrôle de la bonne réalisation des prestations. En cas de départ de celui-ci, l'établissement de santé concerné se réserve le droit de déclarer des litiges de livraisons / exécution au titulaire, systématiquement pris en charge financièrement par le fournisseur, sans aucune réclamation possible.

Les prestations doivent être conformes aux commandes et exécutées, à la date et aux heures d'ouverture et au lieu indiqué préalablement par les établissements.

L'adresse, et les conditions de livraison souhaitées seront précisées par les établissements dans chaque bon de commande.

Le titulaire du marché s'engage à exécuter les prestations et livrer les fournitures, objet d'un bon de commande, dans le délai maximum indiqué au présent CCAP. Ce délai s'impose à lui, en cas de non-respect, il se verra appliquer des pénalités de retard (cf. Article 11 Pénalités du présent document).

#### 6.4.3. Bon de livraisons

Chaque livraison est accompagnée d'un bon de livraison où sont précisés :

- Le nom du titulaire du marché et son adresse
- La date de livraison
- La référence de la commande
- La quantité et la référence du produit livré
- Le nom de la personne ayant réceptionné la livraison
- Le prix unitaire H.T. & T.T.C. et le montant total H.T. & T.T.C.

Chaque bon de livraison est établi en deux exemplaires, un bon sera restitué signé par le magasinier au livreur où seront portées les anomalies constatées.

Le règlement du prestataire sera conditionné par la remise de ce document annoté si nécessaire.

Toutes prestations non accompagnées d'un bon de livraison comportant ces renseignements obligatoires seront refusées.

## **6.5. Prolongation des délais**

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13 du CCAG-FCS.

## **6.6. Vérifications et Admissions des prestations**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par le représentant de l'établissement de santé au moment même de la prestation (examen sommaire) conformément à l'article 28 du CCAG-FCS.

Les interventions devront être conformes aux stipulations du marché.

Dès lors que les établissements le souhaiteront, le titulaire devra impérativement fait signer les différents rapports d'interventions avant son départ de site. À défaut de signature, les établissements se réservent le droit de ne pas acquitter la facture correspondante.

Conformément à l'article 30 du CCAG FCS, l'acheteur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.

En cas de prestations non conformes aux stipulations du marché, l'acheteur peut d'une part, décider de mettre le titulaire en demeure et cela conformément à l'article 29 du CCAG FCS. D'autre part, à l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur peut décider de l'ajournement, de la refaction ou du rejet des prestations, en application de l'article 30 du CCAG FCS.

## **6.7. Définition des prestations**

Les caractéristiques techniques des prestations, fournitures et produits sont précisées dans le CCTP.

La présente consultation a pour objet, la maintenance préventive, corrective et curative des équipements et matériels de restauration pour les établissements du GHT de l'Estuaire de la Seine, décomposée comme suit :

- MAINTENANCE PRÉVENTIVE DES APPAREILS
- MAINTENANCE CURATIVE DES APPAREILS
- MAINTENANCE INSITU : CONTINUE TOTALE DE SERVICE : Applicable notamment sur le site de la cuisine centrale (UCP, site de Jacques Monod) du Groupe Hospitalier du Havre.

**Périmètre des familles d'équipements présents (cf. Bordereaux de prix forfaitaires valant listing des équipements par établissements) :**

- Équipements « Froids » et chambres froides



- Équipements de « Lavage »
- Équipements « Chauds »
- Équipements « Hottes, gaines de ventilation et extracteurs de cuisine ».
- Équipements « Divers » : Scellage (ex : Operculeuses), Équipement mobile (Chariots, etc.), Matériel éditique, Sondes, etc.

### 6.7.1. Ajout ou retrait d'équipements

Toute évolution du parc de matériels des établissements pourra être pris en compte dans le cadre du marché sur la base de la procédure suivante :

## DEMANDE D'AJOUT OU DE RETRAIT PAR LES ETABLISSEMENTS

**Etape 1 :** Chaque établissement transmet au titulaire le détail du matériel à intégrer et/ou à retirer au marché.

- **Pour l'ajout** d'un matériel l'établissement devra compléter son listing des matériels prévu au marché, avec les mentions qui concernent le matériel impacté :
  - Désignation du matériel
  - Marque du matériel (constructeur)
  - N° d'identification interne (Inventaire) ou N° Série
  - Année ou date Installation (ou d'achat)
  - Valeur d'achat en €TTC
  - Criticité du matériel (stratégique ou non-stratégique)
  - Site géographique / service d'installation
  - Type de Forfait
  - La date de fin de la garantie si différente de la date d'entrée de l'équipement au marché
- **Pour le retrait** d'un matériel l'établissement pourra surligner la ligne concernée et devra compléter la mention qui concerne le matériel impacté :
  - Date de sortie au marché

**Etape 2 :** A réception de la demande des établissements, le titulaire valorise financièrement la demande en indiquant :

- **Pour un ajout de matériel :** une proposition financière de maintenance selon le matériel et le forfait souhaité (par an et pour chaque ligne de matériel ajouté).
- **Pour un retrait de matériel :** la minoration financière selon le matériel et le forfait en cours (par an et pour chaque ligne de matériel à retirer).

Le titulaire transmettra ces éléments au « référent maintenance » de l'établissement dans un délai de 15 jours maximum après réception de la demande.

**Etape 3 :** Afin d'acter, la mise à jour du parc et sa revalorisation financière, le document administratif « MISE A JOUR ET REGULARISATION N°xx DU BORDEREAU DE PRIX FORFAITAIRE » est signé entre le titulaire et l'établissement (personne ayant pouvoir et délégation dans chaque établissement). Ce document est composé de :

- Version PDF du listing matériel mise à jour et signé par les 2 parties
- Document administratif accompagnant la mise à jour



## **Etape 4 : Exécution des adaptations**

Suite à la signature des deux documents, sont mises en œuvre :

- La facturation correspondant à cette mise à jour du parc et sa revalorisation financière, prendra effet à compter du mois suivant la date de signature par les 2 parties. Le titulaire pourra accompagner la facture concernée des 2 documents.
- La mise à jour de la GMAO (pour les lots concernés)

Ces nouveaux matériels et équipements seront compris dans la maintenance préventive et curative du titulaire du marché de maintenance dès lors que les garanties seront achevées.

### **6.7.2. Interventions curatives pour les équipements non- prévus au BP forfaitaire**

Pour les équipements qui ne sont pas prévus au Bordereau de prix forfaitaire (listing des matériels), en prestation régulière telle que décrite précédemment, il pourra être demandé des prestations de maintenance curative et améliorative.

Ces interventions seront réalisées sur bon de commande, après acceptation d'un devis, conformément aux conditions des Bordereaux de prix « BORDEREAU DE PRIX UNITAIRES - MAINTENANCE CURATIVE (Hors prestations prévues dans les forfaits et leurs périmètres)».

### **6.7.3. Plan de renouvellement, expertise et accompagnements**

Lors de l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur pourra faire appel à l'expertise et le conseil du titulaire pour proposer des préconisations sur le changement de certains matériels.

De même, dans le cadre de son activité, le titulaire devra être force de proposition pour certaines modifications qui n'auraient pas été prévues mais dont la mise en œuvre pourrait apporter un gain en terme de rendement de production, d'ergonomie, de sécurité, d'économie financière et de consommation d'énergie, etc.

Ces préconisations devront intégrer les principes de développement durable (réflexion en termes de coût global) et une attention toute particulière devra être apportée sur les consommations en fluides (eau, électricité, air comprimé...) dans le cadre de l'ISO 50001.

Le titulaire dans ses missions devra, également, être en mesure de procéder à toutes actions préventives reconnues pouvant dépendre de conditions spécifiques aux sites d'implantation des cuisines et garantissant un meilleur fonctionnement des appareils dans le cadre d'un usage normal.

Ainsi, le titulaire se doit de proposer, au secteur restauration des établissements, des évolutions de fréquence d'intervention de maintenance préventive dans le cas où les constations d'exploitation iraient dans ce sens.

## **6.8. Suivi d'activités**

A la demande des établissements, le titulaire du marché transmettra un état des prestations selon la fréquence demandée sous format Excel afin que les données puissent être retraitées par l'établissement.

## **6.9. Confidentialité**

Le titulaire est tenu au titre du présent contrat, non seulement à la confidentialité la plus absolue, mais également à la neutralité et à la plus extrême discrétion vis à vis des échanges qui pourraient impliquer des patients et du personnel des établissements.

Tous les renseignements fournis au personnel du titulaire, tous les documents qui lui sont confiés, tous les entretiens auxquels il participe, et mentionnés comme tels, sont considérés comme strictement confidentiels. Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation auprès de son personnel.

De son côté, le pouvoir adjudicateur s'engage à garder confidentiels les méthodes, savoir-faire, procès utilisés ou développés par le titulaire dont il pourrait avoir connaissance.

Le règlement européen (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016) relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données est opposable au titulaire.

Le titulaire s'engage à accomplir sa mission selon les règles de sa profession. Il s'engage à ne divulguer aucune information sans l'autorisation du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine.

## 7. GARANTIES DES PIÈCES DÉTACHÉES

### 7.1. Garantie contre les vices cachés

La fourniture est garantie par le Titulaire du marché contre tout vice caché, c'est-à-dire inapparent à première vue à l'instant de la livraison à condition que le stockage au sein des établissements soit conforme aux conditions réglementaires. En cas de vice caché, la marchandise est remplacée à ses frais par le Titulaire du marché.

### 7.2. Autre garantie

Le titulaire du marché répond de la qualité constante et du suivi des marchandises livrées, et garantira, preuve à l'appui, la traçabilité sur l'origine des produits fournis.

## 8. PRIX DU MARCHÉ

### 8.1. Caractéristiques des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses, taxes, charges et aléas relatifs à la bonne réalisation du marché à quelque titre que ce soit y compris toutes sujétions particulières découlant de la nature des prestations, de lieux d'exécution, la manutention, l'assurance, le stockage et le transport jusque dans les locaux des établissements du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine.

Les prix comprennent également la fourniture des offres de prix ou estimation de travaux dans le cadre des remises en état des équipements ou installations.

Les prix sont indiqués en euros (€) hors taxe et toutes taxes comprises.

En cas de remise promotionnelle, celle-ci s'appliquera automatiquement sans conclusion d'un avenant.

Chaque établissement a déterminé des « forfaits » de maintenance :

#### **FORFAIT N°1 : MAINTENANCES PREVENTIVE ET CURATIVE DISSOCIEES**

Les prix de **la maintenance préventive** incluent les frais de déplacement ; les frais de main d'œuvre et la fourniture des consommables (inférieur à 50 €HT/par pièce).

La maintenance curative est facturée de manière dissociée (cf. Bordereau de prix unitaire- maintenance curative).

Les pièces détachées sont facturées de manière dissociée, sur la base d'un devis.

#### **FORFAIT N°2 : MAINTENANCES PREVENTIVE + CURATIVE (MAIN D'OEUVRE ET DEPLACEMENT INCLUS ET HORS PIECES)**

Les prix de **la maintenance préventive et curative** incluent les frais de déplacement ; les frais de main d'œuvre et la fourniture des consommables (inférieur à 50 €HT/par pièce).

- Coût horaire de la main d'œuvre inclus dans le forfait

- Coût déplacement inclus

Les pièces détachées sont facturées de manière dissociée, via devis.

### **Spécifique au GHH et CHI du Pays des Hautes Falaises :**

#### **Maintenance curative :**

**Matériels stratégiques** : les pièces détachées d'une valeur  $\leq 750\text{€ HT}$  / par pièce sont inclus dans le forfait (cf. CCTP article 6.1.3.b)

### **FORFAIT N°3 : MAINTENANCE INSITU : CONTINUITE TOTALE DE SERVICE, PREVENTIVE+CURATIVE (MAIN D'ŒUVRE INSITU ET DEPLACEMENT INCLUS ET HORS PIECES)**

Les prix de la **maintenance préventive et curative et de la gestion insitu** incluent les frais de déplacement ; les frais de main d'œuvre et la fourniture des consommables (inférieur à 50 €/HT/par pièce).

- Coût horaire de la main d'œuvre inclus dans le forfait
- Coût déplacement inclus

Les pièces détachées sont facturées de manière dissociée, via devis.

### **Spécifique au GHH :**

#### **Maintenance curative :**

**Matériels stratégiques** : les pièces détachées d'une valeur  $\leq 750\text{€}$  sont inclus dans le forfait 3 (cf. CCTP article 6.1.3.b)

#### **Maintenance préventive :**

**Les pièces d'usures / consommables** altérées par l'opération de maintenance préventive sont totalement inclus dans le forfait 3 (cf. CCTP article 6.1.3.b)

Les prix du marché sont définis aux Bordereaux de prix du marché qui se décomposent comme suit :

- **Bordereau de prix forfaitaire** (pour les forfaits 1 à 3 par établissement)  
Ce bordereau de prix indique les parcs de matériels des établissements avec les prix forfaitaires annuels par matériel (maintenance préventive avec ou sans maintenance curative selon les forfaits).  
Le listing de matériel peut évaluer au long de l'exécution du marché.
- **Bordereau de prix unitaires de maintenance curative** (pour tous les équipements non-couverts par les différents forfaits)  
Ce bordereau de prix indique le prix horaire main d'œuvre ; le forfait de déplacement ainsi que la marge du titulaire applicable au prix des pièces détachées (sur base des factures transmises par le titulaire sur demande de l'établissement)

### **Lexique**

**Sont considérés comme consommables** : tout produit et petites pièces indispensables au bon fonctionnement et à l'entretien courant du matériel, qui par nature, est sujet à l'usure et sera à remplacer à intervalle régulier (p.ex. graisses ; lubrifiants ; filtres, des petites fournitures mécaniques et électriques, des huiles et chiffons, dégrissant, dégraissant, vis, boulons, rivets, colliers, cosses, etc.).

Ceux-ci ne font pas partie intégrante de la structure initiale de l'équipement.

Le changement des consommables permet le maintien du fonctionnement optimal de l'équipement.

**Sont considérées comme pièces détachées** : toute pièce remplaçant son équivalent défectueux ou dégradé et

constitutive d'un équipement dans sa structure initiale en n'étant pas sujet à des remplacements réguliers. Le changement des pièces détachées permet le retour au fonctionnement initial après défaut.

## 8.2. Révision des prix

Les prix de l'accord-cadre ainsi établis sont fermes pour la première période du marché. Ils pourront ensuite être révisés, aux dates de reconduction de l'accord-cadre par application de la formule suivante:

$$\bullet \quad P = P_o \times (0,2 + ((0,6 (S/S_o) + 0,2 (EBIQ/EBIQ_o)))$$

**P** = Nouveau prix de la prestation

**P<sub>o</sub>** = Prix de la prestation en vigueur

**S** = Indice ICHTrevTS, coût horaire du travail tous salariés pour les industries mécaniques et électriques. S est le dernier indice publié par l'INSEE à la date de la demande de révision des prix.

**EBIQ** = Indice Énergie, biens intermédiaires et biens d'équipement S et EBIQ sont les derniers indices publiés par l'INSEE au moment de la demande d'actualisation des prix.

S<sub>o</sub> et EBIQ<sub>o</sub> sont les indices publiés à la date de remise des offres.

Le titulaire devra transmettre sa proposition de prix révisés, par l'envoi d'un courrier électronique ou papier en recommandé avec accusé de réception au pouvoir adjudicateur, au plus tard 2 mois avant l'échéance. Il devra impérativement préciser les valeurs de l'indice utilisées et transmettre la formule appliquée en utilisant les indices ci-dessus et le coefficient de révision obtenu. Le courrier sera adressé à la cellule des marchés du Groupe Hospitalier du Havre :

### GROUPE HOSPITALIER DU HAVRE

Cellule des marchés publics

55 bis Gustave Flaubert – BP 24

76083 LE HAVRE CEDEX

[Cellule.marchespublics@ch-havre.fr](mailto:Cellule.marchespublics@ch-havre.fr)

En cas de modification ou de remplacement de l'indice choisi, le nouvel indice est de plein droit substitué à l'ancien dans les conditions et selon les coefficients de raccordement publiés et rétroactivement à compter de la date à laquelle l'indice ne pourra plus être appliqué.

En cas de suppression pure et simple de l'indice, il sera retenu un nouvel indice déterminé d'un commun accord entre les parties.

Pour la première révision, la valeur initiale des indices sera celle du mois de la date de remise des offres. Celle des indices finaux, la dernière valeur connue à la date de révision de l'exercice n.

Pour les révisions suivantes, les valeurs des indices à prendre en considération seront celles de la date de révision de l'année n-1 et la dernière valeur connue à la date de révision de l'exercice n.

## 9. AVANCE ET GARANTIES FINANCIÈRES

### 9.1. Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire selon les modalités de l'article R 2191-3 du Code de la commande publique. L'option B du CCAG-FCS est retenue.

Si le titulaire n'a rien indiqué dans l'acte d'engagement, ou si la réponse n'est pas interprétable, le pouvoir adjudicateur considèrera que l'avance n'est pas demandée par le titulaire.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'assiette de l'avance prévue au Code de la Commande Publique, pour le titulaire, au montant correspondant aux prestations lui incombant.

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Les limites fixées dans le Code de la Commande Publique sont appréciées par référence au montant des prestations confiées au sous-traitant tel qu'il figure dans le marché ou dans l'acte spécial.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le pouvoir adjudicateur.

Le remboursement de cette avance s'effectue selon les modalités prévues dans le Code de la Commande Publique. Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le pouvoir adjudicateur dès la notification de l'acte spécial.

## **9.2. Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

# **10. ASSURANCE**

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché. Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment, durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

# **11. MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES**

## **11.1. Mode de règlement du marché et modalités de financement**

Le marché sera financé sur fonds propres et les dépenses seront affectées aux budgets d'exploitation des établissements membres du groupement hospitalier de territoire de l'Estuaire de la Seine.

Chaque établissement membre du GHT, dans le cadre de l'exécution du marché, sera facturé conformément aux clauses du présent dossier de consultation, et procèdera pour ce qui le concerne au règlement du service fait.

Les paiements seront effectués par mandat administratif au compte courant du titulaire du marché précisé sur l'acte d'engagement.

Les pénalités éventuelles dont le titulaire du marché pourrait être redevable seront réglées soit par compensation au moyen de retenue sur les paiements à lui faire soit par l'émission d'un titre de recette.

Pour toute question relative au mode de règlement, le titulaire s'adressera directement à l'établissement concerné.

## **11.2. Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11.2 du CCAG-FCS.

### 11.3. Dématérialisation des pièces administratives

Conformément à l'article L 2192-1 du Code de la commande publique, le titulaire du présent marché transmet ses factures sous forme électronique via Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) sous les codes service de chaque établissement membre du GHT.

### 11.4. Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

Les prestations forfaitaires, ainsi que toutes opérations curatives (facturation des pièces, etc.) devront être facturées mensuellement. Aussi, le titulaire du marché doit établir un relevé de facture par mois reprenant l'ensemble des opérations effectuées au titre de la maintenance curative sous forme d'un relevé de factures.

Les demandes de paiement seront déposées via Chorus Pro, portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier,
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET,
- **le numéro du compte bancaire ou postal,**
- **le numéro du marché,**
- en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ;
- la date de livraison,
- la nature des marchandises livrées et ou les prestations exécutées ;
- le montant hors taxe des produits ou service en question éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération,
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS, tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché,
- le montant total TTC des produits livrés ou des prestations exécutées,
- la date de facturation,
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique,
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC,
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Les demandes de paiement, établies après service fait, seront adressées à l'établissement de santé concerné au service demandeur.

En cas de co-traitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire. Les autres dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon l'article 12 du CCAG-FCS.

En cas de sous-traitance :

- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

### **11.5. Délai global de paiement**

Conformément aux articles R 2192-11 du code de la commande publique, les sommes dues en exécution du présent marché seront payées dans un délai de 50 jours à compter de la réception de la demande de paiement par l'établissement de santé concerné. Ce délai n'inclut pas le délai bancaire.

Le délai global de paiement peut être suspendu, conformément à l'article R 2192-27 et suivants du code précité, par l'ordonnateur ou le comptable lorsque des informations nécessaires devront être communiquées par le titulaire du marché.

Si un avenant de transfert est en cours de rédaction, le délai global de paiement est suspendu. Cette suspension prend effet de la date de la demande du titulaire du marché jusqu'à la date de la notification de l'avenant de transfert au titulaire du marché.

Conformément aux articles L 2192-12 et suivants du Code précité, le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché ou le sous-traitant éventuel payé directement, le bénéfice d'intérêts moratoires versés par le pouvoir adjudicateur. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **11.6. Conditions d'escompte**

Le délai de paiement réglementaire est de 50 jours pour les établissements publics de santé. Les fournisseurs sont invités à présenter leurs conditions de paiement anticipé. Ils exposeront quel pourcentage d'escompte peut être appliqué en fonction du délai de paiement à réception de la facture.



## 12. PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire subira sur ses créances, sans mise en demeure préalable des pénalités exposées ci-dessous sur simple constatation :

Motif	criticité de l'équipement	forfait	Point de départ délais d'execution	Délai maximal ETS sans astreinte de nuit	Délai maximal ETS avec astreinte de nuit	Pénalités à compter de l'expiration du délai maximal	
délais d'intervention et / ou de remise en état (si pas de PD requises)	matériel stratégique	forfait 3	date de la demande d'intervention	2h		2% du forfait mensuel de l'équipement concerné <b>par heure de retard</b>	
		forfait 1 + 2 avec astreinte		4h matériel froid 12h matériel chaud			
		forfait 1 + 2 sans astreinte		24h			
	matériel non-stratégique	forfait 3		4h		2% du forfait mensuel de l'équipement concerné <b>par heure de retard</b>	
		forfait 1 + 2		J + 2	J +1	2% du forfait mensuel de l'équipement concerné <b>par jour de retard</b>	
délais de transmission de devis	matériel stratégique	forfait 3	date de l'intervention initiale pour diagnostic	J + 1		4% du forfait mensuel de l'équipement concerné <b>par jour de retard</b>	
		forfait 1 + 2					
	matériel non-stratégique	forfait 3		J + 2		2% du forfait mensuel de l'équipement concerné <b>par jour de retard</b>	
		forfait 1 + 2					
délais de résolution définitive de pannes (incluant le délais de livraison de pièces détachées)	matériel stratégique	forfait 3	la date de transmission du devis signé par l'établissement	J + 3		4% du forfait mensuel de l'équipement concerné <b>par jour de retard</b>	
		forfait 1 + 2		J + 5			
	matériel non-stratégique	forfait 3		J + 7		2% du forfait mensuel de l'équipement concerné <b>par jour de retard</b>	
		forfait 1 + 2		J + 10			
planning prévisionnel de maintenance	manquement de mise en place du planning previsionnel de maintenance pour l'année	tous forfaits	01/02 de chaque année	fourniture du planning avant le 31/01 de chaque année		15€ par <b>jour calendaire de retard</b>	
visite de maintenance préventive	absence de visite à la date convenue pour la maintenance preventive		selon planning d'intervention agréé avec les établissements				100€ par manquement
Fonctionnement et utilisation de la GMAO (pour les établissements concernés)	tout manquement lié au fonctionnem ent de la		selon les engagements pris dans l'offre du titulaire				50€ par manquement
tout autre manquement du titulaire	au stipulation du marché et / ou à l'offre du titulaire	toutes clauses du marché	selon les clauses du marché ou engagement du candidat			50€ par manquement *	
						15€ par jour calendaire de retard *	

\* le pouvoir adjudicateur sera seul à déterminer la catégorie de pénalité à appliquer ( par manquement ou par jour calendaire de retard)

Tous les délais en heures ci-dessus sont applicables en **jours ouvrés**, excepté les délais concernant le **forfait 3 et forfait 2 avec astreinte de nuit**, qui sont applicables en **jours calendaires**

Toutes les pénalités sont appliquées sous la responsabilité de chaque établissement de santé.

L'application des pénalités exposées est laissée à l'appréciation de l'établissement de santé concerné en fonction des justifications apportées par le titulaire du marché. Plusieurs pénalités peuvent être cumulées.

Le décompte des pénalités est notifié au titulaire, qui est admis à présenter ses observations à l'établissement concerné dans un délai de 7 jours à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités s'appliquent quel que soit leur montant.

L'ensemble du présent article s'applique uniquement aux équipements listés aux bordereaux de prix forfaitaires. Les interventions dans le cadre du bordereau de prix unitaire, hors forfait, seront réalisées en fonction des délais demandés par les établissements et confirmé par le titulaire dans ses devis.

### **Caractère non-libératoire des pénalités**

Les pénalités prévues par le présent marché présentent un caractère non-libératoire.

En conséquence, le titulaire reste intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des services ou prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de la pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement de ladite pénalité.

## **13. EXÉCUTION PAR DÉFAUT**

Dans le cas où le titulaire n'aurait pas exécuté le présent marché selon les modalités du présent dossier de consultation, et si les nécessités de service l'exigent, ce dont les établissements de santé du Groupement Hospitalier de Territoire sont seul juge, la prestation concernée peut être assurée par un autre fournisseur aux frais et risques du titulaire en défaut, sans qu'il soit besoin de le mettre autrement en demeure.

Les frais engagés par les établissements de santé seront déduits d'une facture présentée en paiement au profit du titulaire, ou à défaut, feront l'objet d'un titre de recettes émis à son encontre par les Services Financiers des établissements de santé.

## **14. MODIFICATION DU MARCHÉ**

### **14.1. Avenants**

Le présent marché pourra être modifié par voie d'avenant émanant de la cellule des marchés publics du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine, dans les conditions prévues aux articles R. 2194 du Code de la commande publique.

Les modifications en cours de marché pourront notamment porter sur :

- l'ajout, la suspension ou la suppression de prestations ou de services prévus initialement au marché ;
- l'ajout de prestations ou de services similaires initialement non prévus au présent marché ;
- la modification de la durée du marché ;
- les conséquences d'une évolution réglementaire ou législative entraînant une modification du périmètre du marché ;
- des adaptations techniques éventuelles
- la franchise des consommables lors de la maintenance préventive (valeur inférieure à 50€)

### **14.2. Avenant de transfert**

En cas de changement de dénomination sociale, de statut de la société, ou de rachat, le titulaire du marché doit, **impérativement et dans les meilleurs délais**, transmettre **par écrit** les informations nécessaires à la rédaction de l'avenant de transfert.

## 15. MARCHÉS NEGOCIÉS DE PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, un marché négocié sans mise en concurrence pourra être attribué au titulaire pour la réalisation de prestations similaires.

Ces marchés ne pourront être passés au-delà d'une période de trois ans à compter de la notification du présent marché.

## 16. RÉSILIATION

Seules les stipulations du CCAG-FCS, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2142 et R. 2143 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 324-4 ou R. 324-7 du code du travail conformément aux articles R. 2143 du Code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

## 17. LITIGES

### 17.1. Compétence juridictionnelle

En cas de difficulté sur l'interprétation du présent dossier de consultation, les parties s'efforceront de résoudre leur(s) différend(s) à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, le Tribunal administratif de Rouen est seul compétent.

### 17.2. Voies de recours

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert, 76005 Rouen  
Courriel : [greffe.ta-rouen@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rouen@juradm.fr), URL : [rouen.tribunal-administratif.fr](http://rouen.tribunal-administratif.fr)  
Tél. : 02 35 58 35 00 - Fax : 02 35 58 35 03

## 18. DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Article 5	Pièces contractuelles du marché	Dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS
Article 8	Prix	Dérogation à l'article 10 du CCAG-FCS
Article 12	Pénalités	Dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS

Dressé par le pouvoir adjudicateur du GHT de l'Estuaire de la Seine

Au Havre, le 17 juin 2025

**Groupe Hospitalier du Havre :**

Magasin Service technique - Site J. Monod  
19 Avenue Pierre Mendès France  
76290 Montivilliers

**M. LEDJOU Mounir**

Mail : [mounir.ledjou@ch-havre.fr](mailto:mounir.ledjou@ch-havre.fr)

**M. CAUVET Franck**

Mail : [franck.cauvet@ch-havre.fr](mailto:franck.cauvet@ch-havre.fr)

**M. LEMETTEIL Laurent**

Mail : [laurent.lemetteil@ch-havre.fr](mailto:laurent.lemetteil@ch-havre.fr)

Tel : 06 33 90 79 19

**Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne)**

19 Avenue du Président René Coty  
76170 Lillebonne

**M. LETELLIER Jean-Luc**

Tel : 02 35 39 10 31

Mail : [jeanluc.letellier@chi-cvs.fr](mailto:jeanluc.letellier@chi-cvs.fr)

**Centre Hospitalier Intercommunal des Hautes Falaises (Fécamp)**

100 Avenue du Président François Mitterrand  
76 400 Fécamp

**Services techniques**

**M. CRUYPENINCK Yohann**

Tel : 02 35 10 91 50

Mail : [Yohann.cruypeninck@ch-fecamp.fr](mailto:Yohann.cruypeninck@ch-fecamp.fr)

**Service restauration**

**M. PRUVOST Emmanuel**

Tel : 02 35 10 90 06

Mail : [Emmanuel.pruvost@ch-fecamp.fr](mailto:Emmanuel.pruvost@ch-fecamp.fr)

**Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer)**

66 route de Lisieux  
BP 431  
27 504 Pont-Audemer

**Pour la cuisine :**

**Mme BIGOLONI Julie**

Tel : 02 32 41 60 91

Mail : [julie.bigoloni@ch-pont-audemer.fr](mailto:julie.bigoloni@ch-pont-audemer.fr)

**Reste établissement :**

**Le Service Technique**

Tel : 02 32 41 65 57

Mail : [services.techniques@chpont-audemer.fr](mailto:services.techniques@chpont-audemer.fr)

**Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc :**

8 avenue du Général de Gaulle  
76430 Saint Romain de Colbosc

**M. ANGOT Cyrill**

Tel : 02 32 79 59 92

Mail : [cyrille.angot@hl-saintromain.fr](mailto:cyrille.angot@hl-saintromain.fr)

**LES ESCALES - EHPAD publics du HAVRE**

21 rue de la Transat

76600 Le Havre

**Mme CHARPENTIER Fanny**

Tel. 06 67 88 02 48

Mail : [f.charpentier@ehpad-havre.fr](mailto:f.charpentier@ehpad-havre.fr)

**EHPAD LA BELLE ETOILE**

33 rue Jacques Prévert

76290 Montivilliers

**Mme LEBLEU Christelle**

Tel. 02 35 55 10 48

Mail : [c.lebleu@res-belleetoile.fr](mailto:c.lebleu@res-belleetoile.fr)